9
octobre
1989

Loi sur les archives de l'Etat (LArch)¹⁾

Etat au
1^{er} janvier 2011

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,
sur la proposition du Conseil d'Etat, du 30 août 1989,
décrète:

Définition	<p>Article premier ¹Les archives de l'Etat font partie du patrimoine historique et culturel de la communauté neuchâteloise.</p> <p>²Elles sont constituées par l'ensemble des documents de valeur permanente nés de l'activité de l'Etat et destinés à une conservation durable, quel qu'en soit le support matériel, ainsi que par les documents qui y sont versés en exécution de dispositions légales ou réglementaires spéciales.</p> <p>³Elles comprennent également d'autres fonds d'origine publique ou privée.</p>
Préarchivage	<p>Art. 2 ¹Les documents périmés destinés aux archives de l'Etat sont préarchivés.</p> <p>²Le Conseil d'Etat fixe la durée et les modalités du préarchivage.</p>
Elimination de documents	<p>Art. 3 ¹Il ne peut être procédé à aucune élimination de documents sans tri préalable.</p> <p>²L'élimination de documents importants n'est possible qu'avec l'accord de l'autorité désignée par le Conseil d'Etat.</p>
Versement aux archives	<p>Art. 4 Au terme de leur préarchivage, les documents conservés sont versés aux archives de l'Etat.</p>
Consultation	<p>Art. 5 ¹A moins qu'un intérêt public ou privé prépondérant ne s'y oppose, les documents versés aux archives de l'Etat sont accessibles au public trente-cinq ans après le terme de leur préarchivage.</p> <p>²La consultation de documents à des fins purement scientifiques peut toutefois être autorisée par le Conseil d'Etat avant l'expiration de ce délai.</p>
Réserves	<p>Art. 6 Sont réservées les dispositions spéciales du droit fédéral et du droit cantonal en matière d'archivage et de consultation de documents archivés.</p>
Application	<p>Art. 7 ¹Le Conseil d'Etat désigne le département chargé de l'application de la présente loi et règle l'organisation et les attributions du service des archives.</p>

¹⁾ Teneur selon L du 27 janvier 2010 (FO 2010 N° 5) avec effet au 1^{er} janvier 2011
RLN XV 24

²Il fixe notamment:

- a) la liste des documents destinés aux archives de l'Etat;
- b) la durée et les conditions du préarchivage;
- c) les conditions de consultation des archives;
- d) les émoluments à percevoir.

Modification du
droit antérieur

Art. 8²⁾ ¹L'article 39, alinéa 2, de la loi sur les communes, du 21 décembre 1964³⁾, est abrogé et remplacé par la disposition suivante:

Art. 39 ...

²Le Conseil communal assure leur conservation et leur classement sous la surveillance du département chargé de l'application de la loi sur les archives de l'Etat, du 9 octobre 1989.

²*Abrogé*

Promulgation

Art. 9 ¹La présente loi est soumise au référendum facultatif.

²Le Conseil d'Etat pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution. Il fixe la date de son entrée en vigueur.

Loi promulguée par le Conseil d'Etat le 2 mai 1990.

L'entrée en vigueur est immédiate.

²⁾ Teneur selon L du 27 janvier 2010 (FO 2010 N° 5) avec effet au 1^{er} janvier 2011

³⁾ RSN 171.1